

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Quand-les-Empires-se-reveillent-alors-Rien-ne-va-plus-faites-vos-jeux-Une-grande-depression-menace-la-planete>

ALERTE VERTE

**Quand les Empires se
reveillent alors : "Rien ne va
plus, faites vos jeux !"Une
grande dépression menace la
planète.**

Date de mise en ligne : mardi 31 octobre 2006

- Empire et Résistance -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Angleterre a lancé un appel à la communauté internationale, hier après qu'un rapport eut averti des terribles coûts des changements climatiques sur l'économie mondiale.

Le réchauffement climatique pourrait coûter 7500 milliards \$

Agence France-Presse

Londres. Le lundi 30 octobre 2006

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-669.jpg>] Le réchauffement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 7000 milliards de dollars si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales au cours des 10 prochaines années, avertit une étude d'un ancien responsable de la Banque mondiale, dont l'hebdomadaire dominical The Observer publie des extraits.

L'étude présentée lundi par Sir Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale, prévient également que le nombre de réfugiés, victimes de la sécheresse ou d'inondations, pourrait s'élever à quelque 200 millions de personnes.

Selon l'Observer, cette étude de 700 pages est la première contribution de poids d'un économiste à un phénomène jusque là l'apanage des scientifiques. Le rapport de M. Stern, qui avait été commandé il y a un an par le ministère britannique de l'Économie pour mieux cerner les répercussions du réchauffement climatique sur l'économie du globe, prévoit que celui-ci pourrait provoquer une récession mondiale.

« Cela va nous donner des arguments », a déclaré une source gouvernementale britannique anonyme citée par l'hebdomadaire. « Je crois que le débat en la matière est à un tournant de même que nous l'étions en 2004-2005 en terme de science », a ajouté cette source.

Selon l'Observer, le coût du réchauffement climatique pourrait aller jusqu'à 6,8 trillions de dollars si les choses restent inchangées soit plus que les deux guerres mondiales ou la grande dépression de 1929, tout en rendant de grandes parties de la planète inhabitables.

Même si une fin immédiate était mise à la pollution, ajoute l'Observer, les gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère continueraient à provoquer un réchauffement du climat pendant encore une trentaine d'années avec le niveau des mers s'élevant encore pendant un siècle.

L'ancien économiste de la Banque mondiale a calculé, souligne l'hebdomadaire, que l'humanité devrait dépenser 1% du PIB annuel de la planète.

Le problème est tellement urgent qu'un nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, remplaçant le protocole de Kyoto, devrait être conclu dès l'année prochaine plutôt qu'en 2010-2011 comme prévu, estime l'auteur de l'étude par l'augmentation des émissions de la Chine.

Le contenu de l'étude de Sir Nicholas Stern a été présenté aux ministres de l'Environnement à Mexico au début du mois, où il a clairement expliqué à tous que « ne rien faire n'était pas une option » et que la « nécessité d'action était

urgente », a indiqué une source gouvernementale britannique, citée par ailleurs par The Independent.

Selon le journal, le ministère britannique des Finances espère que cette étude servira à provoquer un revirement de l'opinion aux États-Unis et à combattre l'assertion du gouvernement américain que la réduction des émissions de gaz à effet de serre est dommageable pour la croissance économique.

Le réchauffement climatique pourrait déclencher une récession économique mondiale « d'une ampleur catastrophique », a prévenu lundi sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale.

S'il n'est pas endigué, le réchauffement climatique va entraîner un « ralentissement très grave » de l'économie mondiale, a déclaré Sir Stern lors d'une conférence de presse consacrée à la publication du rapport.

Il avait été mandaté début 2005 par le gouvernement britannique de Tony Blair pour évaluer les conséquences économiques du réchauffement climatique pour le Royaume-Uni et le monde d'ici 2100.

C'est le rapport « le plus important sur le futur que j'aie jamais reçu depuis que je suis devenu premier ministre », a déclaré Tony Blair dans une lettre ouverte publiée lundi matin dans le tabloïd The Sun, le plus lu du pays.

« Le rapport Stern devrait être considéré à travers le globe comme le dernier mot sur la raison pour laquelle le monde doit agir maintenant pour limiter les dégâts que nous causons à notre planète », a-t-il ajouté.

Selon Sir Stern, les pays les plus pauvres seront touchés les premiers mais « il est juste que les pays riches payent un peu plus » que leur quote-part sur le 1% de PIB nécessaire pour lutter contre le réchauffement climatique.

Par [François Cardinal](#)

[La Presse](#). Canada. Le mardi 31 octobre 2006.

Les changements climatiques ont beau être à nos portes, il est encore temps d'agir, révèle la plus importante étude économique des changements climatiques publiée à ce jour. « Optimiste », cette analyse n'en constitue pas moins un véritable cri d'alarme.

Si la communauté internationale refuse de se mobiliser, les changements climatiques auront un effet aussi dévastateur sur l'économie mondiale que la Grande Dépression des années 30.

La facture pourrait dépasser les 7000 milliards de dollars.

Pour contrer cette menace, les pays du monde ne doivent pas hésiter à investir les sommes nécessaires, c'est-à-dire environ 1% de leur PIB chaque année. Cela impliquerait des coûts annuels de quelque 14 milliards de dollars pour le Canada.

Voilà la principale conclusion d'un volumineux rapport rédigé par l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Nicholas Stern. Commandée par le gouvernement britannique, cette étude dévoilée hier exhorte la communauté internationale à agir « de toute urgence » pendant qu'il en est encore temps.

« Les conclusions du rapport sont optimistes, a déclaré l'auteur, hier à Londres. Il est encore temps d'éviter les pires impacts des changements climatiques, si nous agissons maintenant et de concert. Mais la tâche est urgente. Attendre avant d'agir, même pour une décennie ou deux, nous poussera en terrain dangereux. »

Aujourd'hui chef du service économique britannique, Sir Stern invite la communauté internationale à se rallier le plus rapidement possible derrière un traité qui inclurait les grands pollueurs comme la Chine, l'Inde et les États-Unis.

Il invite également l'ensemble des pays à investir une portion de leur PIB chaque année pour lutter contre le réchauffement de la planète. « Il s'agit d'un défi majeur, mais une action soutenue à long terme peut permettre de le relever à un coût très bas en comparaison avec le coût de l'inaction », écrit-il dans son rapport de 700 pages.

M. Stern évalue que la facture d'un laisser-aller pourrait atteindre entre 5 et 20% du PIB mondial. En d'autres termes, le coût de l'inaction pourrait coûter de cinq à 20 fois plus cher que celui de l'action, chiffré à environ 1% du PIB.

Pour en arriver à un tel résultat, les experts dirigés par Sir Stern ont évalué financièrement les différents impacts potentiels du réchauffement : fonte des glaciers et montée des niveaux de la mer, multiplication des inondations et déplacement de population, prolifération des sécheresses et impact sur l'agriculture, etc.

« Les pays n'ont pas à choisir entre la lutte contre les changements climatiques et la promotion de la croissance et du développement », ajoute-t-il, démontant du coup la principale justification du laxisme du gouvernement Harper et de l'administration Bush.

Le Canada

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-667.gif>] Certains passages du *Stern Review on the Economics of Climate Change* concernent plus directement le Canada. L'économiste reconnaît ainsi que le pays pourrait profiter à court terme du réchauffement de la planète : diminution de la demande énergétique, baisse de la mortalité liée au froid, hausse du tourisme, etc.

« Dans les régions plus au nord comme le Canada, la Russie et la Scandinavie, les changements climatiques peuvent entraîner des bénéfices. Mais le réchauffement sera aussi plus rapide dans ces régions, ce qui aura de sérieux impacts sur la biodiversité », note-t-il.

Il précise néanmoins que les principales victimes des changements climatiques seront les pays du Sud... même s'ils ne sont que minimalement responsables de la situation. Il exhorte ainsi le Canada et les autres pays industrialisés à ne pas se faire chiches quant à leur responsabilité dans ce problème.

Conférence ONU

Pour les écologistes, ce rapport attendu de longue date arrive à point nommé. Il précède en effet de quelques jours l'ouverture de la prochaine conférence de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Nairobi, au Kenya, du 6 au 17 novembre. L'avenir du protocole de Kyoto sera au coeur des débats.

Il suit aussi de près le dévoilement du plan vert du gouvernement Harper qui a récemment choisi de mettre en sourdine la lutte contre les changements climatiques au profit de la lutte contre le smog. Très critiquée, cette approche ne répond aucunement aux exigences du Stern Review, selon les écologistes.

« Le gouvernement Harper prétend que ce sont les écologistes qui ont inventé le problème des changements climatiques. Le rapport Stern, en faisant une recension des plus récentes études scientifiques sur la question, prouve le contraire », a noté Steven Guilbault, directeur québécois de Greenpeace.

Pour Matthew Bramley, de l'Institut Pembina, l'étude a le mérite de montrer un autre visage du problème. On y apprend en effet que les changements climatiques sont un des plus grands défis économiques auxquels fait face la communauté internationale.

« Même si une personne n'est en rien émue par les pertes environnementales, elle peut vouloir agir pour des raisons économiques, fait-il remarquer. C'est ce que devrait retenir le premier ministre Stephen Harper, économiste de formation. »

Des impacts au pays

Les impacts économiques des changements climatiques au Canada, selon le Stern Review :

- ▶ Le dégel du pergélisol risque d'augmenter les coûts de protection des infrastructures et des installations pétrolières et gazières.
- ▶ Les hivers plus courts et la diminution de la couverture des glaces de mer devraient prolonger la période de navigation au cours de l'été arctique et permettre un meilleur accès aux ressources minérales, pétrolières et gazières.
- ▶ Des étés plus chauds et une banquise moins étendue rendront toutefois la vie plus difficile aux ours polaires, aux phoques et aux autres mammifères arctiques.
- ▶ Un climat plus chaud est susceptible d'augmenter la productivité agricole. Mais un couvert neigeux plus mince risque de rendre les cultures de blé d'hiver plus vulnérables.

Ce qu'il faut faire

- ▶ Que chaque pays investisse au moins 1% de son PIB dans cette lutte
- ▶ Élaboration d'un traité international qui comprend la Chine et l'Inde
- ▶ Taxer les sources de carbone comme le pétrole.

Ce qui adviendra sinon :

- ▶ Effondrement de l'économie mondiale
- ▶ Réduction allant jusqu'à 20% du PIB mondial ;
- ▶ Augmentation de plus de 5 degrés Celsius de la température.

Lire aussi :

- ▶ [Les chefs à l'Assemblée nationale préoccupés](#)
- ▶ [Le Canada avant-dernier](#)